

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Je crois, madame le Président, que les États-Unis viennent de publier un Livre blanc sur le sujet. Je vais tâcher d'en obtenir un exemplaire pour le député.

La preuve consistait surtout en documents capturés, par exemple des lettres, des commandes d'armes, et autres documents de ce genre qui nous ont permis de connaître la provenance des armes. Qu'on ait capturé uniquement des armes de fabrication américaine au Salvador, c'est exactement ce que m'a fait remarquer le secrétaire d'État Haig. Il s'agissait d'armes américaines qui avaient été capturées au Vietnam et qui n'ont pu arriver au Salvador qu'en provenant du Vietnam en transitant par Cuba et le Nicaragua.

En fait, selon des dépêches qui nous sont parvenues aujourd'hui, des représentants du gouvernement du Nicaragua ont admis que les armes étaient probablement parvenues au Salvador en passant par le Nicaragua. Ils ont dit que le gouvernement n'avait officiellement aucune part à ce trafic, mais ont admis que les armes étaient probablement passées par le Nicaragua.

\* \* \*

### LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

L'EFFET DU PRÉLÈVEMENT À L'EXPORTATION DU PÉTROLE POUR LES ENTREPRISES CÔTIÈRES DE COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Chuck Cook (North Vancouver-Burnaby):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Si on applique le prélèvement à l'exportation du pétrole sous sa forme actuelle aux propriétaires de remorqueurs sur la côte ouest, où il y a 350 remorqueurs, ainsi qu'aux cinq sociétés qui assurent le soutage des océaniques, ces entreprises canadiennes seront aux prises avec d'énormes difficultés et risqueront même la faillite. Le ministre réexaminera-t-il les règlements et y apportera-t-il des changements réalistes afin de protéger ces entreprises côtières?

**L'hon. Allan J. MacEichen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je me ferai un plaisir d'examiner les instances du député et celles que j'ai reçues d'autres parties touchées par ce prélèvement.

**M. Cook:** Quand j'ai fait un discours à la Chambre l'autre soir, je me suis illusionné en pensant que le ministre m'écoutait lorsque j'ai exposé les détails de cette affaire. Le ministre ne se rend-il pas compte que s'il ne change pas de politique, il n'aura plus affaire au mazout C et D, mais il se trouvera à exporter non seulement des emplois mais aussi des recettes fiscales du Canada? Si le ministre n'en sait rien, aura-t-il l'obligeance de consulter les fonctionnaires du ministère des Transports qui, eux, savent au moins à quel point est ridicule la politique énergétique et financière applicable à ce prélèvement à l'exportation de pétrole et de gaz?

**M. MacEichen:** Madame le Président, si l'on juge qu'il est ridicule de tenter de mettre plus d'équité dans le régime fiscal, alors j'en conviens, je suis ridicule.

### Questions orales

● (1450)

### L'IMMIGRATION

L'INCITATION D'ÉTUDIANTS MALAIS À S'INSCRIRE DANS DES MAISONS D'ENSEIGNEMENT DE TORONTO

**L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest):** Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures à qui j'en ai fait parvenir préavis par messenger dans l'espoir qu'il la reçoive. Des dépêches en provenance de Kuala Lumpur allèguent que les autorités canadiennes là-bas, et notamment le haut-commissaire, ferment les yeux sur un racket de l'enseignement bien discutable auquel se livre une société privée canadienne. Cette société exploite des maisons privées d'enseignement dit pré-universitaire, principalement à Toronto. On rapporte que cette société incite, au moyen d'une vaste campagne publicitaire dans les journaux du pays, des étudiants malais à venir s'inscrire en grand nombre dans ces maisons d'enseignement pré-universitaire. Mais cette formation n'est pas nécessaire puisque bon nombre de ces étudiants possèdent déjà les qualités nécessaires.

Le ministre a-t-il entendu parler de telles pratiques discutables de la part de cette société? Ses services ont-ils fait enquête et, dans l'affirmative, peut-il en informer la Chambre?

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, je dois m'excuser auprès du député s'il y a faute de la part de mon cabinet ou de la poste. Je n'ai pas encore reçu préavis de sa question ni entendu parler de cette pratique. Je vais prendre note de la question.

ON PROPOSE DE FAIRE UN EXAMEN DES ÉTABLISSEMENTS

**L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Je m'excuse de ne pas lui en avoir donné avis. Son ministère a-t-il pour politique d'ouvrir les portes du pays aux étudiants qui veulent suivre des cours dits pré-universitaires pour se préparer à poursuivre leurs études dans des universités canadiennes? Si oui, est-il au courant et a-t-il fait un examen minutieux des établissements qui offrent ce service?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, lorsqu'il y a une demande de visa d'étudiant, habituellement le ministère vérifie les pouvoirs de l'établissement en cause. Je me ferai un plaisir de me renseigner si le député veut bien fournir les renseignements, et vérifier le sérieux des établissements en cause.

\* \* \*

### LA DÉFENSE NATIONALE

L'ABANDON PROGRESSIF DE LA LIGNE DEW—LES NÉGOCIATIONS CONCERNANT UN NOUVEAU RÔLE POUR LE CANADA AU SEIN DU NORAD

**M. Robert Wenman (Fraser Valley-Ouest):** Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Étant donné que la ligne DEW et les autres lignes de radars terrestres sont effectivement dépassées, comme le prétend le gouvernement américain, le Canada est-il en train de négocier un nouveau rôle au sein du NORAD, y compris l'aménagement de stations de détection terrestres et l'acquisition d'une partie du matériel et des instruments scientifiques et technologiques disponibles sur le marché des radars spatiaux?